

CONTRAT

Ni nucléaire

Ni effet de serre



**Choisissons les économies d'énergie
et les énergies renouvelables**

sommaire n° 93

Couverture Affiche d'Exem - que nous remercions! adaptée par et pour ContrAtom

Edito Assez de mensonges Anne Cécile 3

Mises au point

Face à la désinformation du lobby atomique. ContrAtom 4, 5

Reportage au Tricastin

Du berceau au tombeau. Charlie-Hebdo 6, 7, 8

Brèves

Rions un peu. Ph. Gobet 8, 9

Déchets

Contre le stockage des déchets nucléaires. D. Jeannerat 10, 11

OMS/AIEA

Défaillances de l'OMS témoignage d'une vigie. 11, 12

Genève

Centrale chaleur force au Lignon (CCGT). P. Vanek 12, 13

Climat

Mobilisation générale pour le climat en 2009. O. de Marcellus 14, 15

Manif Genève 16

DERNIÈRE MINUTE:

Le 4 décembre 2008 les entreprises électriques AXPO et FMB ont déposé des demandes d'autorisation de construire deux nouvelles centrales nucléaires en remplacement des centrales de BEZNAU en Argovie et de MÜHLEBERG près de Berne. En juin dernier la société ATEL avait déjà déposé une demande pour le remplacement de la centrale de Gösgen, auprès de l'Office fédéral de l'énergie. Des référendums contre ces projets démentiels ne manqueront pas d'être lancés.

Nous comptons sur votre soutien pour mener ces futures batailles

ACR

Vous pouvez manifester dès maintenant votre désaccord en envoyant des Mails de protestation sur site:

www.stopatom.ch/fr/letter/protest

ContrAtom

CP 65

CH - 1211 Genève 8

Téléphone/répondeur:
022 740 46 12

www.contrAtom.ch

info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1300 exemplaires

- Graphisme atelier Compub

- Imprimerie du Lion

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F

Abonnement au journal uniquement 30.- F

Soutien: 60.- F

ou plus.....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.

Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent
CCP 12-13446-0



Découvrez et faites découvrir la revue

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Abonnement-découverte: 25.- Fr.s les 6 premiers numéros.

Ou abonnement d'un an: 85.- Fr.s les 12 numéros.



Il vous suffit d'envoyer vos coordonnées à **ContrAtom - Case postale 65 - 1211 Genève 8**

en demandant soit un bulletin de versement pour l'abonnement soit un numéro d'essai.

Vous pouvez aussi payer directement sur le **CCP: 17-497696-4 ContrAtom-Abonnement Silence-1205 Genève**

FACE À LA DÉSINFORMATION DU LOBBY ATOMIQUE, QUELQUES PETITES MISES AU POINT

Est-ce que le nucléaire émet du CO₂?

Contrairement aux idées fausses colportées par l'industrie nucléaire, la filière prise dans son ensemble rejette des volumes de CO₂ non négligeables, liés notamment à la construction et au démantèlement des réacteurs, à l'extraction et à l'enrichissement de l'uranium et au traitement des déchets.

Est-il vrai que le nucléaire est une source importante d'énergie pour l'humanité?

Non, pour une raison simple: le nucléaire civil produit de l'électricité qui ne représente au final que 2,5 % de l'énergie consommée sur la planète.

Mais l'abandon du nucléaire ne signifierait-il pas la perte d'un nombre considérable d'emplois?

Non: à investissement égal, il y a bien plus d'emplois à créer dans les secteurs des économies d'énergie et les énergies renouvelables. En Allemagne, le plan de sortie du nucléaire a entraîné la création de plus de 250 000 postes, et les syndicats l'ont soutenu sans ambiguïté. Plus important encore: les emplois créés dans les secteurs des alternatives énergétiques ne menacent pas la vie des travailleurs-euses, contrairement à ceux que propose l'industrie nucléaire.

Pourrait-on dès aujourd'hui décider de se passer du nucléaire?

De nombreuses études actuelles ont démontré que l'efficacité des alternatives énergétiques (solaire, éolien, biomasse, géothermie, etc...) rendent le nucléaire superflu. Associées aux économies d'énergie, elles sont déjà assez performantes pour le remplacer. Bien sûr, les alternatives énergétiques pourront être perfectionnées d'autant plus vite et mieux du moment qu'on leur attribuera les subventions et avantages dont bénéficie aujourd'hui le nucléaire.

Alors Pourquoi assiste-t-on à une relance du nucléaire partout dans le monde?

En fait, cette «relance» n'existe pas à ce stade: il s'agit largement d'un bluff destiné à masquer les graves difficultés que rencontre l'industrie nucléaire. La plupart des chantiers annoncés ne visent qu'à remplacer de vieux réacteurs. La part du nucléaire dans la production d'électricité n'augmentera donc pas. Selon l'Agence Internationale de l'Énergie, cette part va même diminuer durant les 30 prochaines années!

Pourquoi ne pas remplacer toutes les centrales électriques fonctionnant au charbon, au pétrole, ou au gaz par des réacteurs nucléaires, pour produire moins de CO₂?

La production mondiale actuelle d'électricité est d'environ 18 235 TWh. Si on voulait l'assurer uniquement par du nucléaire, il faudrait immédiatement construire quelque 1500 réacteurs, un peu partout dans le monde... Or c'est tout simplement impossible: les ressources financières, industrielles et matérielles de la planète n'y suffiraient pas! De plus, le rapport 2007 du GIEC* montre que les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables permettent de réduire les émissions de CO₂ beaucoup plus efficacement que le nucléaire, ceci à moindre coût et plus rapidement!

*GIEC: Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat

En résumé, le nucléaire ne peut donc jouer aucun rôle dans la lutte contre le dérèglement climatique?

Aucun. D'ailleurs, malgré les efforts du lobby pronucléaire, cette énergie est exclue des mécanismes du Protocole de Kyoto (1997). À l'inverse, le Protocole prône «l'accroissement de l'efficacité énergétique» et la «recherche, promotion, mise en valeur et utilisation accrue de sources d'énergies renouvelables».



LE NUCLÉAIRE N'EST PAS UNE SOLUTION MAIS UNE SOURCE DE PROBLÈMES !

Certains déchets produits par les centrales nucléaires sont dangereux pendant des centaines de milliers d'années.

Réduire leur radioactivité est impossible et aucune solution satisfaisante n'existe pour les gérer. D'aucuns proposent l'enfouissement mais, à terme, les éléments radioactifs atteindront fatalement l'homme et son environnement. Accepter le nucléaire revient à léguer nos déchets les plus toxiques à nos enfants et à les obliger à vivre dans un monde contaminé par la radioactivité.



L'extraction de l'uranium empoisonne l'environnement et les populations.

En France, l'exploitation de l'uranium a causé de graves contaminations du territoire, démontrées par la CRIIRAD*. Au Niger et au Gabon, l'entreprise Areva est accusée d'avoir sciemment négligé des principes de sécurité de base, entraînant des contaminations radioactives massives.

*CRIIRAD: Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité - www.criirad.org

Comme le pétrole, l'uranium s'épuise.

Son prix a été multiplié par 10 en quelques années. L'industrie suisse se fournit à l'étranger : la thèse du nucléaire garant de l'indépendance énergétique est donc infondée. De plus, nombre de ces approvisionnements reposent sur des accords fragiles, aux relents colonialistes, passés avec des pouvoirs autoritaires au détriment des populations locales.

Promouvoir la construction de centrales nucléaires, c'est aggraver la prolifération d'armes atomiques à travers le monde.

Les centrales sont des cibles idéales pour les organisations terroristes.

Cette question sensible avait été soulevée dès 2003 par le Réseau français «Sortir du nucléaire», qui avait alors rendu public un rapport classé «confidentiel défense» reconnaissant que le nouveau réacteur EPR n'est pas conçu pour résister au crash possible d'un avion de ligne.

Les séismes sont un danger majeur pour les centrales nucléaires.

En 2007, on a frôlé la catastrophe au Japon. Et la tragédie de mai 2008 en Chine aurait pu prendre une ampleur planétaire s'il y avait eu des réacteurs dans la zone ravagée par le tremblement de terre.

Le nucléaire n'est pas une solution au dérèglement climatique, mais il en subit les conséquences.

Cyclones, canicules, tempêtes... Selon les climatologues, la fréquence de ces événements augmente.

Or les centrales nucléaires y sont très vulnérables. Si le niveau des cours d'eau baisse, le refroidissement des réacteurs ne se fait plus correctement, ce qui peut conduire à l'accident nucléaire. A l'inverse, lors de la tempête de 1999, (Lothar) une inondation avait entraîné une grave situation de crise à la centrale nucléaire du Blayais en Gironde.

* Ce petit argumentaire est largement inspiré d'un récent dépliant du réseau français «Sortir du nucléaire», pour en savoir plus: www.ninucleaire-nieffetdeserre.org

ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS NUCLÉAIRES :
CETTE FOIS TOUT LE MONDE EST CONCERNÉ ...
MÊME LES AUTRUCHES !



LE NUCLÉAIRE, DU BERCEAU AU TOMBEAU.

Article paru le 6 août 2008 dans l'hebdomadaire Charlie-Hebdo reproduit ci-dessous avec l'autorisation du journal et des auteurs de l'article que nous remercions.

Fuite d'uranium, salariés contaminés, nappe phréatique polluée, déchets radioactifs mal protégés: depuis près d'un mois, incidents et révélations se succèdent sur le site nucléaire du Tricastin. Mais, pendant que l'agitation médiatique bat son plein, les riverains, eux, n'ont pas l'air inquiets par la perspective de briller la nuit... La centrale leur paraît-elle si sûre que cela? Ou n'est-ce pas plutôt la toute-puissance économique, sociale, voire politique, exercée ici par l'industrie nucléaire, qui les incite à refouler les questions dérangeantes, au détriment de la sûreté?



Bienvenue au Tricastin, le monde merveilleux du tout-nucléaire.

«Dans le coin, on vit tous du nucléaire. Tout le monde a un frère, une soeur, un parent, un enfant qui travaille au Tricastin.» Claude est né ici, à Pierrelatte, et sa maison se trouve à quelques kilomètres seulement de la centrale. Lui ne travaille pas dans le nucléaire, mais, en tant que simple riverain, l'atome s'impose à son quotidien. Le sujet, en général, est plutôt «tabou» dans la région... Mais ce soir Claude profite d'un repas dans son jardin pour enclencher la conversation. Depuis près d'un mois, les incidents s'enchaînent sur le site, caméras et micros se précipitent au Tricastin, mais à Pierrelatte, rien. Pas une manif, pas une pétition, pas une protestation. «Au niveau local, le seul débat qui vaille, c'est: qui récupérera le deuxième EPR? », se désole-t-il. Du coup,

la semaine dernière, Claude saute le pas et prend sa carte d'adhérent à la CRIIRAD 1: «J'ai une confiance limitée dans le système, et je suis gêné de voir la passivité, pour ne pas dire la complicité, de la population et des élus. On dirait que le nucléaire a acheté les consciences...»

La série noire commence la nuit du 7 au 8 juillet, lorsque 74 kg d'uranium sont déversés dans la rivière voisine, suite au débordement d'une cuve de la SOCATRI 2. Quelques jours plus tard, les experts procèdent à des vérifications, afin de s'assurer de l'état des nappes phréatiques. Gagné! À l'occasion des contrôles, des irrégularités témoignent d'une autre contamination, antérieure celle-là, à la fuite d'uranium. Du coup, la CRIIRAD montre du doigt une butte en terre, en bordure de route, contenant 760 tonnes de déchets radioactifs stockés à même le sol, dans une zone classée secret-défense... Et, comme si cela ne suffisait pas, cent salariés d'EDF sont légèrement contaminés par des particules radioactives, le 23 juillet suivant.

Entre ces informations, relayées plus vite par les journaux nationaux que par les conversations de voisinage, et leur vie courante, les gens du pays prennent soin de glisser le rire et l'indifférence, en guise de filtres protecteurs.

«On est dans le pastis.»

Pourtant, le risque d'accident grave est toujours présent, là-bas, en toile de fond. Les habitants de la plaine ne sont-ils pas contraints de posséder des pastilles d'iode, en cas d'accident nucléaire? « On ne sait pas s'en servir, mais elles sont rangées dans le placard à pharmacie », explique la femme de Claude. Elle se dirige vers la salle de bains, rapporte la boîte encore plastifiée, et en profite pour jeter un coup d'oeil sur la date de péremption. Quid du PPI, le plan particulier d'intervention, à mettre en oeuvre en cas d'alerte? « On ne sait pas ce qu'il y a dedans », reconnaît l'ensemble des convives autour de la table. « Une fois, j'étais allé poser la question en mairie, se rappelle Julien, 36 ans. Mais à l'époque personne n'avait su me répondre... » Du coup, le danger, s'il existe bel et bien sur papier, ne semble pas vraiment être pris au sérieux: « Quand je vois les cheminées, j'y pense quand même, concède Julien. Et si tu grattes un peu, tu verras qu'en fait les gens savent bien que ce qui touche au nucléaire est très opaque. Mais on se dit que c'est sans doute plus simple de ne pas regarder... On a appris à vivre avec cette peur-là.»

En fin de soirée, la discussion se poursuit chez Georges, un voisin qui travaille à la centrale nucléaire d'EDF. «Dans la région, les écolos ne pèsent rien, assure le délégué CFDT. Les populations sont inféodées au nucléaire, mais qu'est-ce que vous voulez, tout le monde en bouffe! Alors on sait qu'on est dans le pastis, que les choses sont troubles, et qu'il y a des secrets. » Les salariés du site étaient-ils au courant, eux, de l'existence de la butte renfermant des déchets radioactifs? «On savait que les déchets existaient, mais on n'aurait jamais pensé qu'ils n'étaient pas enfûtés. C'est un nouveau cadavre qui ressort du placard: sur le site, tout le monde détient un bout de l'information, mais personne n'en dispose jamais en entier.»

Cette tradition du caché s'explique en partie par l'histoire du nucléaire civil au Tricastin: au début des années 1960, lorsque le complexe traite ses premières doses d'uranium, il le fait à des fins militaires. La zone est alors classée secret-défense, et, pendant plus de trente ans, les activités du CEA3 perdurent sur le site. Résultat: le Tricastin hérite non seulement de la fameuse butte, mais également d'une très forte culture du secret.

Les tours du Tricastin, au centre du paysage local...

Le Tricastin est situé à cheval entre quatre communes (Pierrelatte, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Bollène, et Lapalud), ainsi que sur deux départements (la Drôme et le Vaucluse). Mais pour les touristes dépourvus de GPS la région est extrêmement facile d'accès.



D'abord, les immenses tours de refroidissement du Tricastin font office de boussole: avec leurs 120 mètres de hauteur et l'épais nuage blanc de vapeur d'eau propulsé vers le ciel, les deux mastodontes en béton sont plus aisément repérables que l'étoile du Berger : quel que soit l'endroit de la plaine où il se trouve, le voyageur les a toujours en vue.

Quant au touriste distrait malgré tout, il peut circuler le volant leste. Aucune nécessité de risquer la marche arrière périlleuse ou le demi-tour à la Starsky et Hutch : la plaine du Tricastin regorge de ronds-points, appareils circulatoires témoignant de la prospérité financière des autorités locales.

À l'accueil du site nucléaire du Tricastin, Mireille et Karine se chargent de la visite en bus, gracieusement baptisée « un tour autour », ouverte aux touristes et aux journalistes. Le public n'est pas très contrariant, et les guides trouvent rapidement les mots pour convaincre les bobs à fleurs de la sûreté maximum du nucléaire et de l'exagération médiatique concernant les récents incidents.

La fuite d'uranium à la SOCATRI? « Les résultats prélevés ne dépassent pas les normes édictées par l'Organisation mondiale de la santé. » La contamination accidentelle des salariés EDF? « La dose qu'ils ont reçue est inférieure à celle que vous prenez lorsque vous allez faire une radio thoracique. » Circulez, marauds en shorts, tongs et chaussettes, y a rien à voir !

Les conclusions de la CRIIRAD sont, elles, bien moins optimistes: « Autant d'incidents qui touchent autant de personnes et en si peu de temps, c'est très inquiétant », alerte Corinne Castagnier, directrice de l'association. Motifs des dysfonctionnements ? Le vieillissement du site: initialement construit pour une durée de vie de trente ans, la centrale du Tricastin en compte aujourd'hui vingt-huit. Mais c'est surtout le recours à la sous-traitance, de plus en plus massif depuis la privatisation d'EDF, qui semble poser problème : « Les sous-traitants font le travail le plus "sale", c'est-à-dire le plus exposé aux radiations, et ils assurent la maintenance à plus de 80 %.» Un risque pour la santé des employés, mais aussi pour la sûreté des installations: « Les appels d'offres les incitent à opérer plus vite et de façon moins approfondie, à jouer sur la durée des réparations plutôt que sur la qualité », explique la CRIIRAD. Y a-t-il danger immédiat ? « Tout se joue sur les probabilités et le niveau d'incertitude toléré : or, là, on rogne sur des marges de sécurité. »

Mangez nucléaire, dormez nucléaire, vivez nucléaire.

Aux environs du site, les esprits semblent pourtant apaisés. « Que ce soit bien clair, je suis favorable au nucléaire », précise immédiatement Jean-Pierre Lambertin, maire de Lapalud. Le village est situé à 3 kilomètres de la centrale, et ses 3 200 habitants sont directement concernés par la fuite d'uranium. « On n'a pas eu de problème majeur sur la commune, explique le maire. Pour autant, j'ai demandé des explications. » L'incident SOCATRI s'est déroulé dans la soirée du 7 juillet, mais les élus n'ont été prévenus que le lendemain dans l'après-midi: « Je veux comprendre pourquoi on n'a pas été informés dans des délais raisonnables. » Pour le reste, « ce sont des problèmes de forme plus que de fond. Je suis maire depuis trente ans, et, au niveau de la transparence, il y a eu beaucoup d'améliorations ».

D'ailleurs, la communauté de communes, présidée par Lambertin lui-même, est très favorable à ce que le deuxième EPR, dont l'emplacement est toujours en discussion, se construise « dans le coin ». D'où une question: serait-il bien raisonnable, pour un candidat à l'accueil du réacteur européen, de risquer aujourd'hui une fâcheuse brouille avec les entrepreneurs du nucléaire?

Dans les villages limitrophes, même son de cloche : pas touche au nucléaire, et tous derrière Areva ! « Nous ne sommes pas les sbires du nucléaire », se défend Jean-Michel Catelinois, maire de Saint-Paul-Trois-Châteaux. Bien que la majeure partie du Tricastin, notamment la centrale EDF, soit implantée sur son territoire municipal, le maire revendique ne pas être « pieds et poings liés » face à son principal bailleur. Budget municipal ? Plus de 11 millions d'euros en 2007. Dont 80 % proviennent de la taxe professionnelle... elle-même découlant à 85 % des entreprises nucléaires du Tricastin... Ce qui permet à Saint-Paul de vivre dans le faste et les infrastructures à satiété: piscine, bowling, salle de musculation, hammam, vélodrome couvert, tennis intérieurs, tennis extérieurs, médiathèque, école de musique... « C'est vrai que nos installations correspondent habituellement plus aux besoins d'une ville de 25000 habitants qu'à une commune de 8000 », concède le maire.

Quant au monopole social, il est tout aussi flagrant. Le Tricastin compte 5 000 salariés directs, et ses activités nucléaires génèrent 15 à 20 000 emplois dans la région. Rien que pour la ville de Saint-Paul, une bonne moitié de la population travaille sur le site de la centrale, selon les chiffres de la mairie.

Rien de surprenant, donc, à ce que les élus défendent leurs administrés, qui eux-mêmes défendent leur boulot... « Les médias en font trop, répète le maire, accessoirement ancien salarié d'EDF. Maintenant que le nucléaire fait dans la transparence, on ne va pas lui tomber dessus ! » Malgré les délais d'information lors du premier incident ? « Le problème, c'est peut-être qu'ils ont voulu trop bien faire, et leurs analyses ont pris un peu de temps... »

Petits arrangements entre amis

Lorsque la rivière est contaminée à l'uranium et que, par-dessus le marché, les riverains apprennent la pollution de la nappe phréatique qu'ils boivent depuis trente ans, certains pensent à porter plainte. Areva prend donc les devants, et Anne Lauvergeon en personne fait la tournée des popotes pour rassurer... et proposer des indemnités. « Elle est allée prendre le pastis chez les voisins, j'aurais préféré qu'elle vienne chez nous ! », glisse madame Dubois, tout juste sortie de sa piscine. « Les choses pouvaient se régler à l'amiable, résume son mari, président de l'Association des riverains. Alors, ce n'était pas la peine de porter plainte. » Et

comme Areva est bonne fille, elle s'occupe de tout: «Ils nous ont donné un formulaire spécifique pour recueillir les préjudices, et Areva nous aide à monter la procédure.» Et puis, reconnaît André Dubois, lui aussi ancien ingénieur EDF, «une association de vingt personnes contre Areva, ça aurait sans doute été un peu compliqué...» Alors, pourquoi s'embarrasser de lourdes procédures judiciaires si tout peut se négocier directement?

Certains, pourtant, refusent l'arrangement. Élisabeth Serinian, qui habite à 1 kilomètre de la centrale à vol d'oiseau, assure qu'elle ira jusqu'au bout et portera plainte contre Areva. Elle avoue se sentir «un petit peu seule», mais veut savoir ce qu'il s'est vraiment passé. «Jusqu'à aujourd'hui, je ne m'étais jamais posé de questions, raconte-t-elle. Pour moi, le nucléaire, c'était une énergie propre, et je n'aurais jamais pensé me sentir en danger. Mais quand ça arrive dans votre jardin, vous voyez les choses autrement...» Officiellement, pas de pressions. Mais le directeur de la centrale est déjà passé deux fois chez elle, «pour nous rassurer et nous dire que nous serions indemnisés». D'autres voisins commenceraient à suivre le mouvement: «On va essayer de se monter en association.» Quant à Greenpeace et Sortir du nucléaire, ils ont d'ores et déjà déposé un dossier auprès du parquet.

Areva, la mère nourricière

Pour s'assurer du soutien de ses concitoyens, Areva a bien compris qu'il était important de se montrer généreuse envers les associations du coin. En 2007, l'entreprise a consacré environ 55'000 euros à divers partenariats sportifs, associatifs ou culturels avec le Tricastin. Plus de trente contrats de financement ont été signés, soit, en moyenne, près de 1 800 euros par association... Ce qui permet au groupe d'apparaître en bonne place lors des caritatifs (Téléthon, Relais du sang, Foulée de l'espoir contre la mucoviscidose, construction d'un ponton de pêche pour handicapés), de parrainer les clubs sportifs (rugby, foot, courses pédestres et même pétanque...) ou encore d'accrocher son logo aux manifestations culturelles régionales (Fête du livre de Grignan, cafés littéraires de Montélimar, Musicales du Tricastin, etc.).

Pas étonnant, donc, que la plupart des habitants préfèrent cacher les poussières nucléaires sous le tapis. En effet, pourquoi mordre le sein de la mère nourricière lorsque celle-ci emploie la majorité des familles du coin, inonde les mairies de rentrées fiscales et parraine généreusement les associations locales? Mais sans contre-pouvoir, point de critique, et sans critique, point de vigilance contre les dérapages... On dit des installations nucléaires qu'elles sont extrêmement sécurisées. Encore heureux! Mais le danger nucléaire se niche sans doute aussi dans un système inféodé à son industrie: si les riverains ferment les yeux sur les questions qui dérangent, qui donnera l'alerte en cas de dérive?

MARINE CHANEL ET CATHERINE

1. Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité.
2. La SOCATRI est une filiale du groupe Areva installée sur le site du Tricastin, chargée du retraitement de déchets.
3. Commissariat à l'énergie atomique.

Note de la rédaction

ENCORE UN INCIDENT À TRICASTIN

Le 8 septembre 2008, en voulant procéder au renouvellement des barres de combustible, deux d'entre elles sont restées accrochées de manière anormale au bouchon supérieur. Ce qu'est que le 22 octobre, soit plus d'un mois plus tard, que les barres suspendues en équilibre précaire au-dessus de la cuve ont pu être récupérées. On a eu chaud: leur chute inopinée aurait pu provoquer une contamination radioactive avec un risque de fuite à l'extérieur.

ACR

BRÈVES

RIONS UN PEU... À L'AIDE DU NUCLÉAIRE! QUELQUES BRÈVES

D'habitude, le monde nucléocrate peut paraître plutôt désespérant. Mais parfois arrivent de vraies bonnes nouvelles, ou de fausses mauvaises... C'est selon le point de vue...

L'Autriche convertit sa centrale nucléaire fantôme... à l'énergie solaire !!!

(Le Monde | 12.11.08)

«Condamné durant trente ans à l'inactivité, le site de la centrale nucléaire autrichienne de Zwentendorf, située à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Vienne, va bientôt être tiré de sa

léthargie pour produire... de l'énergie solaire. Le 5 novembre 1978, la population autrichienne décidait par référendum de réduire son réacteur flambant neuf - jamais entré en service - à l'inactivité. (...) Depuis, en 1999, les Autrichiens ont inscrit le renoncement à l'énergie nucléaire dans leur Constitution, et aucun parti ne s'aviserait de remettre en cause ce qui tient désormais lieu de doctrine d'Etat. Dans quelques mois, la façade de béton de la centrale, son toit, tout comme une partie des 14 hectares de terrain adjacent, seront hérissés de panneaux solaires... » Cela me rappelle un article expliquant qu'une centrale nucléaire cubaine qui n'avait jamais été achevée a été transformée en Eglise! Il est donc facile de recycler les centrales qui n'ont pas fonctionné... Quant aux centrales « usagées », donc radio-actives, je suggère de les transformer en EMS pour nucléocrates, en logement de fonction ou en centre de loisirs pour pro-nucléaires avérés, afin qu'ils vivent dans les bienfaits de leur chère et inoffensive radioactivité...

PG

L'avenir radieux de l'atome

(Libération - mardi 9 septembre 2008)

«Rétrovision. En septembre 1958 s'est tenu un grand raout Est-Ouest, à Genève, sur l'avenir civil de l'atome. (1) Au menu des rêves : la fission et la fusion nucléaires au service de tous. La Ford Nucleon est formidable : élégante, silencieuse, elle n'émet pas de gaz à effet de serre. Chiche comme un chameau, elle peut rouler 8 000 kilomètres d'une traite. Son secret ? Un petit réacteur nucléaire embarqué à l'arrière... Le projet, qui ne dépassa jamais le stade de la maquette, est typique de l'enthousiasme exprimé lors de la conférence internationale sur l'utilisation pacifique de l'atome, qui s'est tenue à Genève il y a tout juste cinquante ans, en septembre 1958. Mais certains en viennent à douter de l'utilité de se lancer dans la construction de réacteurs à fission car une autre voie, autrement prometteuse, semble s'ouvrir : celle de la fusion nucléaire (...) Mais ce sera possible d'ici une vingtaine d'années (2), estiment Perrin et la grande majorité des participants à la conférence de Genève. Cinquante ans plus tard, les promoteurs d'Iter (International Thermonuclear Experimental Reactor) en cours de construction à Cadarache (Bouches-du-Rhône) et lointain descendant de l'effort de coopération internationale entamé à Genève en 1958 estiment que la possible maîtrise de la fusion sera... pour dans cinquante ans, au mieux. Quant à la propulsion nucléaire, elle reste l'apanage quasi exclusif des sous-marins, porte-avions et autres navires de guerre de gros tonnage. Eux seuls sont capables d'emporter les lourds réacteurs, leurs énormes équipements de protection... et, surtout, ne regardent pas (trop) à la dépense... »

(1) Rappelons qu'à cette époque les experts prévoient la construction de 4500 centrales d'ici l'an 2000. On est péniblement arrivés à 450...

(2) Donc en 1978, or actuellement ITER projette la fusion vers 2058... Mais en 2058... beaucoup d'entre nous ne seront plus là pour crier « **Menteurs ! Arnaqueurs !** ».

Même moi je ne suis pas sûr d'être libre à cette date-là...

PG

«Et maintenant, le réacteur nucléaire à domicile»

La société américaine Hyperion Power Generation se dit prête à commercialiser des unités individuelles. Elle prétend que cela résoudrait les problèmes d'eau potable de villages africains, sans souci de sécurité ! La mini-centrale nucléaire serait scellée, installée en sous-sol, puis récupérée quelques années plus tard. Sans doute serait-elle très bon marché, puisqu'elle vise entre autres le marché africain. Allez, on parie : plus cher ou moins cher qu'une bonbonne de gaz ? Soit-disant réponse : 25 à 30 millions de dollars pour 10 ans d'autonomie. Allez, à ce prix je m'en paie deux ! Faut pas lésiner quand on aime l'autonomie.

PG

PS L'article est disponible sous

<http://www.ladepeche.fr/article/2008/10/09/480557-Et-maintenant-le-reacteur-nucleaire-a-domicile.html>

"Le nucléaire n'est pas rentable", dit le privé

(Le Devoir (Canada) - 31 octobre 2008)

«Le secteur privé ne se lance pas dans le nucléaire parce que la rentabilité de cette filière est chancelante, pour ne pas dire déficiente sans injection de fonds publics (...) C'est ce qu'affirme une récente analyse du Earth Policy Institute (...) Un expert explique ce peu d'enthousiasme des investisseurs par une analyse (...) qui

établit le prix de l'électricité produite à partir d'une centrale nucléaire à 14 cents (de dollar US) le kilowattheure, comparative-ment à 7 cents pour la même énergie produite avec une éolienne. Cette comparaison englobe le coût du carburant nucléaire, du capital, du fonctionnement, de l'entretien, du transport et de la distribution de cette électricité. Mais elle ne comprend pas le coût additionnel mais éventuellement incontournable de l'élimination sécuritaire des déchets radio-actifs, des assurances en responsabilité en cas d'accident nucléaire et de la démolition des centrales, dont une bonne partie des matériaux seront eux-mêmes radio-actifs pendant des générations.»...

Bon c'est pas franchement rigolo, mais ce qui nous fait marrer, c'est les milieux qui veulent moins d'Etat, mais du soutien aux nucléaires, aux grandes banques... et une subvention pour le golf de Cognoy ?

PG

1 000 milliards de dollars pour traiter l'héritage nucléaire.

(Le Monde | 01.10.08)

«Telle est la somme faramineuse nécessaire pour démanteler les centaines d'installations radioactives en fin de vie que soixante ans d'activité nucléaire ont disséminées sur la planète. (...)

Ce montant concerne pour moitié les installations liées au nucléaire militaire. Reste environ 500 milliards qu'il faudra trouver pour nettoyer les laboratoires de recherche et les quelque 440 réacteurs producteurs d'électricité qui fermeront d'ici à environ trente ans. (...) Parallèlement au problème économique, le démantèlement est aussi gêné par le fait que très rares sont les pays où existent des sites prêts à accueillir les rebuts radioactifs issus de la déconstruction. (...) Une solution consiste à allonger la durée de vie des réacteurs, jusqu'à soixante ans, comme aux États-Unis. Le problème ne sera plus à la charge de nos enfants, mais de nos petits-enfants... »

Ça, c'est ce qu'on appelle une solution, une chouette solution!

PG

CERN: LHC

Il semble que le nouveau joujou du CERN aille encore moins bien que l'autre LHC (le Lausanne Hockey Club) : pas de redémarrage avant août 08 ! D'autre part la panne serait due à un facteur humain : le Directeur qui a poussé à démarrer avant que tout soit au point. Hé oui, même dans ce joyau hyper-cher et soi-disant si bien contrôlé « par les meilleurs scientifiques du monde », on joue avec notre sécurité... comme à Tchernobyl ?

PG



CONTRE LE STOCKAGE À LONG TERME DES DÉCHETS NUCLÉAIRES

La question de savoir si les déchets nucléaires suisses sont inoffensifs une fois stockés sous terre est une question à laquelle le Nagra a répondu positivement. Pourtant malgré des assurances tout aussi fermes, les mines de sel d'Asse (en Basse-Saxe, Allemagne) se sont avérées être une option désastreuse et elles devront certainement être assainies à coup de milliards.



Malheureusement, si des rapports d'experts aux conclusions favorables sont des conditions nécessaires pour envisager une solution de stockage à long terme, elles sont loin d'être suffisantes. En effet, si un rapport scientifique prétend exclure que des déchets ne sortent de façon passive du lieu de stockage dit « définitif » sur une durée d'un million d'années, aucun rapport ne pourra exclure que quelqu'un ne parvienne à récupérer des déchets stockés sur une telle période. Dans ces conditions, décider d'enterrer des déchets aussi dangereux est faire le double pari que personne ne souhaitera ni ne pourra atteindre ces déchets durant le prochain million d'années ! C'est faire preuve d'un optimisme absolument excessif en regard des dangers que représentent ces déchets pour les générations futures.

Récupérer des déchets dans mille ans ?

Considérons d'abord la question de la possibilité technique de récupérer des déchets nucléaires. S'il est possible d'atteindre le



lieu de stockage aujourd'hui, il sera techniquement possible d'y retourner à un moment ou un autre. L'évolution des techniques de forage et de creusement durant le dernier siècle devrait nous servir d'inspiration sur la façon dont elle peut se poursuivre. La seule question est de savoir le nombre de personnes, les compétences nécessaires et le temps nécessaire à une telle action de récupération. Il est utile de préciser que ce qui donne l'impression d'inaccessibilité aux déchets, le béton, que l'on essaie de faire passer pour un rempart infranchissable, sera aussi friable qu'un château de sable dans seulement quelques milliers d'années. C'est dire que très tôt, en regard du temps pendant lequel les déchets doivent rester non atteignables, le chemin vers les déchets sera facilité. La question de savoir s'il sera possible de récupérer les déchets a donc malheureusement une réponse positive.

Et s'il y avait des individus mal-intentionnés ?

Le second pari irresponsable que l'on fait en choisissant d'enterrer nos déchets nucléaires est que personne ne souhaitera récupérer ces produits radioactifs pour nuire. Si le degré de maîtrise du territoire et la densité de la population de la Suisse est aujourd'hui suffisant pour pouvoir défendre que, si quelqu'un se lançait dans un projet de forage suspect, il serait repéré bien avant d'y parvenir, il suffit de regarder les deux derniers milliers d'années de notre Histoire pour voir que les populations se déplacent beaucoup et les densités de population varient significativement. Il est donc impossible d'exclure que sur une perspective aussi lointaine qu'un million d'années, la surface située au-dessus des déchets soit très peu peuplée et donc sans surveillance et qu'il soit alors nécessaire qu'une activité de surveillance spécifique soit organisée avec les coûts astronomiques que l'on peut imaginer.

Et si un Etat totalitaire s'imposait ?

Mais il y a plus sérieux ! Supposons que seul un État soit capable d'une opération de récupération des déchets radioactifs. Accepter aujourd'hui un stockage définitif consiste à faire le pari que durant un million d'années l'État souverain au-dessus de la zone de stockage ne soit jamais tenté de faire mauvais usage des déchets. Encore un pari fou ! Il n'est pas besoin de chercher très loin dans les deux mille ans de notre histoire pour trouver un État cherchant l'anéantissement d'une partie de ses semblables et prêt à tous les sacrifices pour y parvenir... La question n'est pas de savoir si la Suisse telle qu'on la connaît aujourd'hui va un jour envisager des utilisations nuisibles de ses déchets nucléaires. Mais il faut être raisonnable sur la durée sur laquelle on peut se prononcer avec l'assurance nécessaire. Si l'on peut penser que la stabilité actuelle au centre de l'Europe va durer 50, 100 ou 500 ans, il faut réaliser que c'est pour une durée plus de mille fois plus longue qu'il faut rester optimiste. C'est de l'optimisme délirant !

Un débat-alibi

Le débat concernant le stockage à long terme a tous les symptômes d'un non-débat. La procédure est simplement une stratégie sur la meilleure façon d'imposer le choix du stockage à long terme en donnant l'illusion aux personnes impliquées de choisir. On cherche à faire penser au peuple suisse qu'une participation très ouverte rend une solution meilleure. La vérité est malheureusement qu'assurer que des déchets stockés ne sortiront pas de terre sur un million d'années est tout simplement impossible et que les explications techniques que le public ne maîtrise pas ont comme principal but de détourner l'attention des véritables dangers. Finalement, il suffit d'observer comment la sensibilité du public a évolué durant les cinquante dernières années sur les questions de pollution pour voir que si l'on ne veut pas devoir déterrer les déchets nucléaires vingt ans après leur stockage, comme on déterre aujourd'hui les déchets de notre industrie chimique à Bonfol par exemple, le mieux est simplement de ne pas les y mettre !

En guise de conclusion

Ce débat devrait surtout nous rappeler que l'énergie nucléaire est dangereuse et que le problème des déchets nucléaires est sans solution actuellement. L'accident de Tchernobyl et le fait que les déchets que l'on produit seront dangereux durant des centaines de milliers d'années devraient être des rappels assez convaincants. Donner l'impression que le stockage est « une solution sûre et durable » comme disent certains experts dans la presse est se mettre la tête dans le sable ! Aujourd'hui la seule option responsable et rationnelle face aux dangers actuels et futurs du nucléaire est d'y renoncer !

Damien Jeannerat, membre des Verts genevois

Note de la rédaction:

Le 6 novembre 2008 la NAGRA a fait connaître la liste des six sites prévus pour l'enfouissement des déchets radioactifs, tous situés en suisse-allemande pour des raisons géologiques (argiles à opalinus). Il s'agit du Südranden (SH), Argovie, Wellenberg (NW), le Weinland zurichois, le Lägeren (ZH) et le Bözberg (AG). Rappelons que les habitants du Wellenberg ont voté à deux reprises CONTRE l'enfouissement des déchets dans leur canton. Entre temps la loi sur l'énergie nucléaire a donné les pleins pouvoirs à la Confédération dans ce domaine. Les cantons n'ont donc plus le droit de veto.

les photos de cet article ont été prises le 20 sept. à BENKEN



OMS / AIEA

DÉFAILLANCES DE L'OMS. L'ACCORD OMS/AIEA EN CAUSE

Témoignage d'une vigie

Garante de la santé des populations dans le monde et faisant autorité auprès des Etats, l'OMS, conformément à sa Constitution doit être indépendante de tout intérêt commercial. Or c'est loin d'être le cas, notamment à cause de l'accord du 28 mai 1959, signé avec l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) un accord par lequel aucune de ces deux agences de l'ONU ne peut prendre de positions publiques qui puissent nuire aux intérêts de l'autre. L'une des missions de l'AIEA consiste à faire la promotion du nucléaire civil: nul besoin dès lors de se demander pourquoi l'OMS ne fait pas son travail, notamment en ce qui concerne la gestion de la catastrophe de Tchernobyl, survenue le 26 avril 1986.

Le collectif „Independent WHO“ s'est constitué afin de lutter contre cette négligence par l'OMS de l'une de ses missions fondamentales, dans le but de restituer à cette organisation son indépendance.

Voir le site www.independentwho.info.

Vigie de la 46ème semaine
10 au 14 mars 2008.



(Rachel Mauguet, Nancy, Dominique Maddaléna)

“J’ai assumé une présence devant l’ O M S... Attendre simplement sur un trottoir à côté d’un panneau de rappel de ce que l’opinion publique est encore bien lente à comprendre, que Tchernobyl est un crime qui se perpétue. Passive et non violente en apparence cette manifestation pourtant revient à une dénonciation. Le nombre des victimes est effarant et continue de croître.

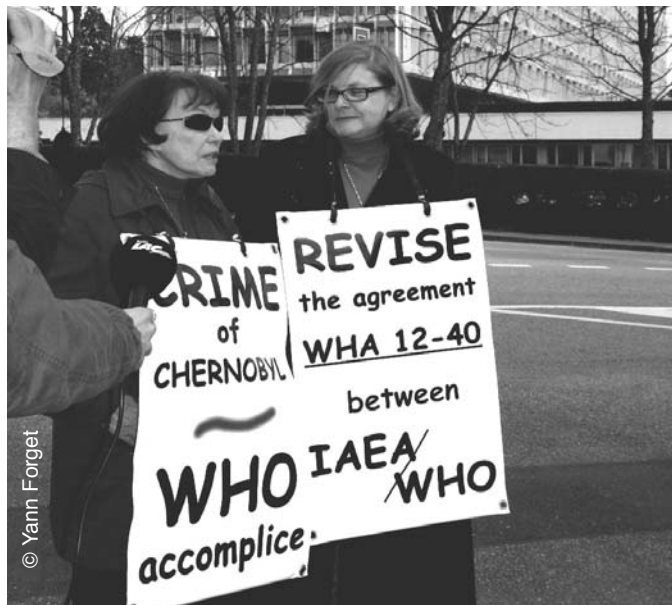
Attendre simplement sur un trottoir peut par moments sembler dérisoire ou futile.

Puis il nous revient du fond de nous que cela pourtant peut être terriblement pertinent.

Je me sens alors juste, à ma place juste, mieux que nulle part ailleurs au monde. Face au premier symbole de la vigilance sur la santé des peuples du monde, l' Organisation Mondiale de la Santé, j'ai assuré un temps de présence avec l'impertinence de dénoncer cette faille de vigilance justement, cette défaillance de l'OMS.

Merci à cette belle association citoyenne pour le moins - cf. 'sortirdunucléaire.fr' - qui m'a permis de m'inscrire < là >. J'ai assumé quelques jours l'honneur de faire partie de cette équipe d'espèces de Don Quichottes qui se relaient à cette permanence face à des armées de moulins à vent de notoriété menteurs, irresponsables et cyniques. Oui, se sentir représentant d'une part de l'âme de l'humanité, d'un inconscient commun, c'est une sacrée expérience d'accomplissement."

Témoignage de Dominique Maddalena,
Val d'Oise (F)



(Danielle Mitterrand)

PARTICIPEZ À LA VIGIE POUR UNE HEURE, UN JOUR, UNE SEMAINE... À GENÈVE

Depuis le 26 Avril 2007, tous les jours ouvrables, de 8H à 18H, des vigies veillent devant le siège de l'OMS au carrefour des Morillons à Genève pour demander «l'indépendance de l'OMS». Cette action internationale avec plus d'une année de présence est soutenue par une large coalition d'ONGs qui veulent que la vérité éclate sur les effets des rayonnements nucléaires.

Inscriptions Vigies: Paul Roullaud +33 (0) 240 87 60 47 paul.roullaud@free.fr

GENÈVE

SOUTIEN DE PRINCIPE DE CONTRATOM À LA CENTRALE CHALEUR-FORCE DES SIG AU LIGNON !

ContrAtom a pris position en faveur de la construction par les Services industriels genevois (SIG) sur leur site du Lignon à Vernier d'une nouvelle centrale chaleur force à cycle combiné (CCGT) alimentée au gaz naturel.

Cette centrale aura une puissance électrique de 60 MW et une puissance calorifique de 40 MW, cette chaleur étant distribuée par le réseau de chauffage à distance des SIG, en cours d'extension, auquel la centrale sera reliée. Elle fera passer la production électrique du canton de 25% à 38% environ de la

consommation actuelle de celui-ci et à un pourcentage bien sûr plus élevé de la consommation électrique réduite, qui est un objectif central de ContrAtom et un objectif officiel de la politique cantonale de l'énergie.

Une position antinucléaire constante

Cette décision de ContrAtom rejoint la position constante du mouvement antinucléaire qui a toujours – dans ses scénarios de sortie du nucléaire – mis entre autres en avant la réalisation de centrales de ce type – comme mesures transitoires. Citons à ce propos un dépliant du réseau français «Sortir du nucléaire»: «Dans une période de transition, il faut développer centrales thermiques classiques, centrales au gaz à cycle combiné, installations de cogénération, piles à combustible... en favorisant les moins polluantes et les plus efficaces...»

En outre, ce soutien reflète la volonté de ContrAtom de défendre pour Genève un approvisionnement en électricité maîtrisé et sujet à un contrôle démocratique local, qui dépende le moins possible du «marché» libéralisé de l'électricité et de fournitures à distance par le réseau de lignes à très haute tension.

Ce soutien doit évidemment s'inscrire dans la lutte renforcée pour

l'utilisation plus rationnelle de l'énergie et pour les économies d'énergie, électrique en particulier. Mais, malgré son haut rendement énergétique, découlant notamment de l'utilisation de la chaleur, cette centrale n'est pas sans poser des problèmes. Il y a celui du recours à une énergie non-renouvelable, celui de sa production de CO2. et enfin celui du risque que la «transition» représentée par cette centrale, soit une transition... vers les nouveaux réacteurs nucléaires, que le lobby atomique se bat pour mettre en chantier dans notre pays. ContrAtom a débattu de ces problèmes et des oppositions à la centrale.

Hypocrisie du parti radical et... division des Verts

Sur ce dernier plan deux partis se sont prononcés. Le premier d'entre eux est le parti radical. Cette opposition d'un parti bourgeois - clairement pronucléaire à l'échelle nationale - est trompeuse, incohérente et hypocrite. Trompeuse d'abord, parce que le parti radical dénonce cette modeste centrale chaleur-force, comme si c'était une nouvelle centrale nucléaire qu'on voulait construire à Genève. La section de Vernier du parti agit de manière indécente le spectre de Tchernobyl à ce sujet avec son slogan «NON à Verniobyl!». Ils mettent systématiquement sur le même plan le nucléaire et une production électrique au gaz. En fait c'est une manière insidieuse de banaliser et de rendre moins inacceptable le risque nucléaire. Certains radicaux ont même proposé d'inscrire dans la constitution genevoise une interdiction de toute nouvelle centrale fonctionnant aux hydrocarbures, de même rang que l'interdiction du nucléaire, inscrite dans l'art. 160E de celle-ci. Cette position est hypocrite, de la part d'un parti, qui refuse de prendre la moindre mesure radicale contre le trafic et les transports automobiles privés qui sont évidemment l'une des cibles indispensables de toute politique cohérente de réduction des émissions de CO2 dans le canton le plus motorisé de Suisse. En fait, le député radical (et par ailleurs ultralibéral) Pierre Kunz s'exprimant dans la Tribune de Genève cet été à ce sujet livre l'une des clés de cette position. «Faut-il rappeler que c'est à la Confédération et pas aux cantons que revient la tâche d'assurer l'approvisionnement énergétique sûr et pérenne du pays?» écrit-il. En clair, pour cet ancien directeur du méga-centre commercial de Balaxert, l'un des pires gouffres énergétiques du canton, axé sur la bagnole, il faut laisser la Confédération bénir la construction de centrales nucléaires et renoncer à toute velléité d'agir localement dans un autre sens.

L'autre parti qui s'est opposé à cette centrale (à 38 voix contre 20 dans une récente AG) ce sont Les Verts genevois. En résumé, leur opposition se fonde sur le refus d'une production non-renouvelable productrice de CO2 et sur l'idée que l'investissement dans cette centrale pourrait et devrait être redirigé vers des programmes d'économie d'énergie et le développement à long terme des renouvelables.

Quelques un de nos arguments

En apparence séduisante, cette position n'a pas convaincu à ContrAtom. En effet, elle ne prend pas en compte les faits suivants:

La prochaine grande bataille autour de la politique énergétique en Suisse, sera la votation référendaire fédérale, dans deux ou trois ans au plus, autour du premier projet de nouvelle centrale

nucléaire en Suisse. Obtenir un NON populaire massif à Genève est indispensable et ce sont d'abord les milliards d'investissements dans cette source d'énergie mortelle qu'il faudrait rediriger vers les renouvelables et l'utilisation rationnelle de l'énergie, plutôt que l'argent investi dans la centrale chaleur-force qui correspond à une revendication «historique» des antinucléaires. En outre, une centrale comme celle du Lignon est l'un des arguments pour contribuer à convaincre qu'on peut se passer rapidement du nucléaire et assurer une transition vers les renouvelables sans nouvelles centrales atomiques. C'est seulement en se plaçant dans une optique de défaite définitive dans cette bataille-là que la centrale du Lignon jouerait un rôle objectif de «transition» vers un approvisionnement atomique relancé.

La centrale du Lignon a deux avantages. Elle représente un modèle de production électrique d'origine fossile relativement optimal. Elle est ainsi un contre-exemple face aux grandes centrales à gaz prévues dans ce pays qui ne recycleraient pas la chaleur ou aux investissements étrangers dans des centrales à charbon ultra-polluantes en Pologne ou ailleurs... Si on brûle encore des hydrocarbures pour un temps à Genève, c'est plutôt comme ça qu'il faut le faire que dans les embouteillages du pont du Mont-Blanc.

Ensuite, elle place clairement la pierre du CO2 rejeté dans notre jardin à Genève. Certes, malgré la substitution de nombreuses chaudières à mazout plus polluantes, la CCGT du Lignon se soldera par un rejet de CO2 nouveau de 70 000 tonnes environ par an (pour des rejets globaux du canton actuellement de l'ordre de 2 millions de t/an). Mais le défi de compenser ces rejets supplémentaires - à 100% Genève et non, même partiellement, à l'étranger par l'achat de «certificats» - est précisément un défi à relever qui peut et doit servir de point d'appui pour exiger des programmes d'assainissements énergétiques du patrimoine bâti, mais aussi de réduction sérieuse du transport privé.

Les Verts ont parfaitement raison de dire qu'il faut des investissements massifs dans les économies d'énergie et les renouvelables. Mais ils ont tort de raisonner «en vase clos», comme si ces dits investissements devaient «provenir» du refus de la centrale du Lignon. Celle-ci coûtera en tout (avec l'extension du réseau de chauffage à distance) quelque chose comme 200 millions de francs d'investissements, à amortir sur une vingtaine d'années. Grosso modo ce que Genève a «investi» dans le stade de la Praille! Moins de la moitié de ce que Genève perd, chaque année, suite aux cadeaux fiscaux à répétition faits aux plus nantis ces dernières années. La collectivité publique genevoise a les moyens - et le devoir - de dégager des sommes bien supérieures pour faire face à la crise énergétique et climatique.

Cette bataille- là mérite mieux qu'un combat aux côtés des radicaux pour couler la centrale des SIG au Lignon.

Pierre VANEK

MOBILISATION GÉNÉRALE POUR LE CLIMAT EN 2009!

Il est clair que le lobby nucléaire compte sur la crise climatique pour se remettre en selle, une stratégie qui pourrait réussir si nous restons sur la défensive, en insistant simplement sur les dangers du nucléaire. Les anti-nucléaires doivent s'engager fortement dans le débat, en montrant que le nucléaire n'est pas une solution et en avançant des solutions réelles (voir article page 4-5...), de manière à clarifier ces questions pour toute personne sincèrement préoccupée par le problème et ainsi finalement élargir le front de refus du nucléaire.

C'est pourquoi ContrAtom s'est engagé à participer à la plateforme d'organisations qui a organisé la manifestation du 8 décembre (cf. p.16) et qui se mobilisera pendant toute l'année 2009. Il s'agira d'avancer des alternatives aux politiques actuelles en vue du sommet international de première importance qui se tiendra à Copenhague en décembre 2009 pour discuter de l'après-Kyoto.

En effet, après l'échec de ces accords (qui, loin de les diminuer, n'ont même pas réussi à stopper la hausse des émissions de CO2!), il est urgent de dénoncer non seulement « l'alternative » nucléaire, mais aussi le marché de dupes du carbone et les ravages provoqués par les agrocarburants.

Du côté des alternatives réelles, les antinucléaires préconisent la plus efficace depuis longue date: il s'agit de l'efficacité énergétique et plus généralement de la réduction de la consommation énergétique. En effet, depuis des années nous avons montré que l'énergie la plus propre et la moins chère est celle économisée. Le principe est encore plus pertinent pour la lutte contre l'effet de serre.

Nous avons surtout pensé en termes d'appareils électriques plus efficaces ou de bâtiments moins énergivores, mais les paysans par exemple, avancent les économies qui découlent d'une production locale et biologique, qui réduit les distances des transports et améliore les capacités de la terre à fixer le carbone.

Concrètement, et au niveau local, nous pourrions par exemple exiger que le 100% des compensations CO2 pour la centrale à gaz du Lignon soit réalisée dans le canton en termes de bâtiments Minergie, de développement de transports publics ou de la souveraineté alimentaire.

Pendant l'année qui vient ContrAtom sera ainsi amené à sortir du seul domaine antinucléaire. Il s'agira d'apprendre les uns des autres et d'élargir le débat, car autant la crise économique et sociale que celle du climat montrent combien il est urgent d'inventer un autre mode de production et de consommation qui rompe avec le productivisme et le consumérisme forcés, inégalitaires et profondément destructeurs du système capitaliste.

Les dernières observations indiquent

que l'évolution du climat suit les scénarios les plus pessimistes. Il faut impérativement qu'un nouveau traité tienne compte du 4e

rapport du GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'évolution du climat) et limite l'autorisation des émissions de gaz à effet de serre de la manière suivante : 1) pour respecter l'équité, les émissions des pays développés doivent diminuer de 25 à 40% d'ici 2020, et de 80 à 95% d'ici 2050, par rapport au niveau de 1990; 2) les émissions mondiales doivent commencer à diminuer au plus tard en 2015; 3) l'objectif à atteindre en 2050 au niveau mondial est une réduction de 50 à 85%, par rapport à 2000. Ces réductions-très importantes, mais indispensables-doivent être effectuées dans le respect de la justice sociale et des droits démocratiques des populations du Nord comme du Sud.

Olivier de Marcellus



VILLE DE ZÜRICH: PREMIER PAS VERS LA SORTIE DU NUCLÉAIRE

Fin novembre, en ville de Zurich, les citoyens ont accepté une modification du règlement municipal qui prévoit une sortie à long terme de l'énergie nucléaire. 76% des votants ont accepté que la Ville ne prenne plus de participations dans de nouvelles centrales atomiques. La sortie ne s'effectuera toutefois pas du jour au lendemain : la dernière participation de la ville de Zurich ne s'éteindra que lors de la mise hors service de la centrale de Gösgen (Soleure). Le nouveau règlement prescrit également une réduction de la consommation énergétique à un tiers de son niveau actuel. Trois quarts des besoins devraient en outre couverts par les énergies renouvelables, ce qui permettrait de réduire de 84% les émissions de CO2. Programme ambitieux, souhaitons leur plein succès !

Réd

Appel Climat et Justice sociale

Changer le monde pas le climat !

NOUS ne pouvons pas rester les bras ballants alors que la manière de produire et de consommer des pays riches engage notre planète sur la voie d'une catastrophe climatique qui frappera des millions de gens (surtout les plus pauvres), augmentera encore les risques de guerre et détruira définitivement d'innombrables richesses naturelles.

Depuis plus de trente ans, les scientifiques mettent en garde contre le réchauffement mais presque rien n'est fait, on continue à foncer dans le mur parce que l'ignorance, l'égoïsme et la soif de profit à court terme s'opposent à l'action collective urgente et nécessaire. Les efforts individuels témoignent d'un réel engagement et d'une prise de conscience de la gravité de la situation, mais ils ne suffisent pas. Nous décidons de nous mobiliser pour que les gouvernements prennent enfin les mesures structurelles radicales qui s'imposent, et pour que ces mesures respectent les principes de justice, d'égalité sociale, de démocratie et de solidarité. Le lancement de cet appel est une première étape.

«Climat et justice sociale. Changer le monde pas le climat!» s'inscrit dans la mobilisation mondiale des mouvements sociaux en faveur d'un traité climatique international respectueux de l'environnement, efficace et équitable. Un traité respectueux de l'environnement doit respecter les limites de la biosphère et proscrire les technologies dangereuses, telles que l'énergie nucléaire. Un traité efficace doit garantir rapidement la réduction globale des émissions de gaz à effet de serre jusqu'au niveau nécessaire pour que la hausse de température reste inférieure à 2°C par rapport à la période préindustrielle. Un traité équitable doit faire payer la facture aux responsables du gâchis climatique, redistribuer la richesse, tant entre Nord et Sud qu'au sein des sociétés du Nord et du Sud, pour ouvrir la voie à un partage responsable des ressources.

Tout en collaborant avec les autres forces qui mobilisent les citoyens pour la défense du climat, «Climat et justice sociale. Changer le monde pas le climat!» s'adresse plus particulièrement à la jeunesse, aux femmes, au monde du travail, aux personnes d'origine immigrée, aux réfugié-e-s et aux exclu-e-s: leur participation est la meilleure garantie pour que les préoccupations de justice sociale et d'égalité soient au cœur de la défense du climat.

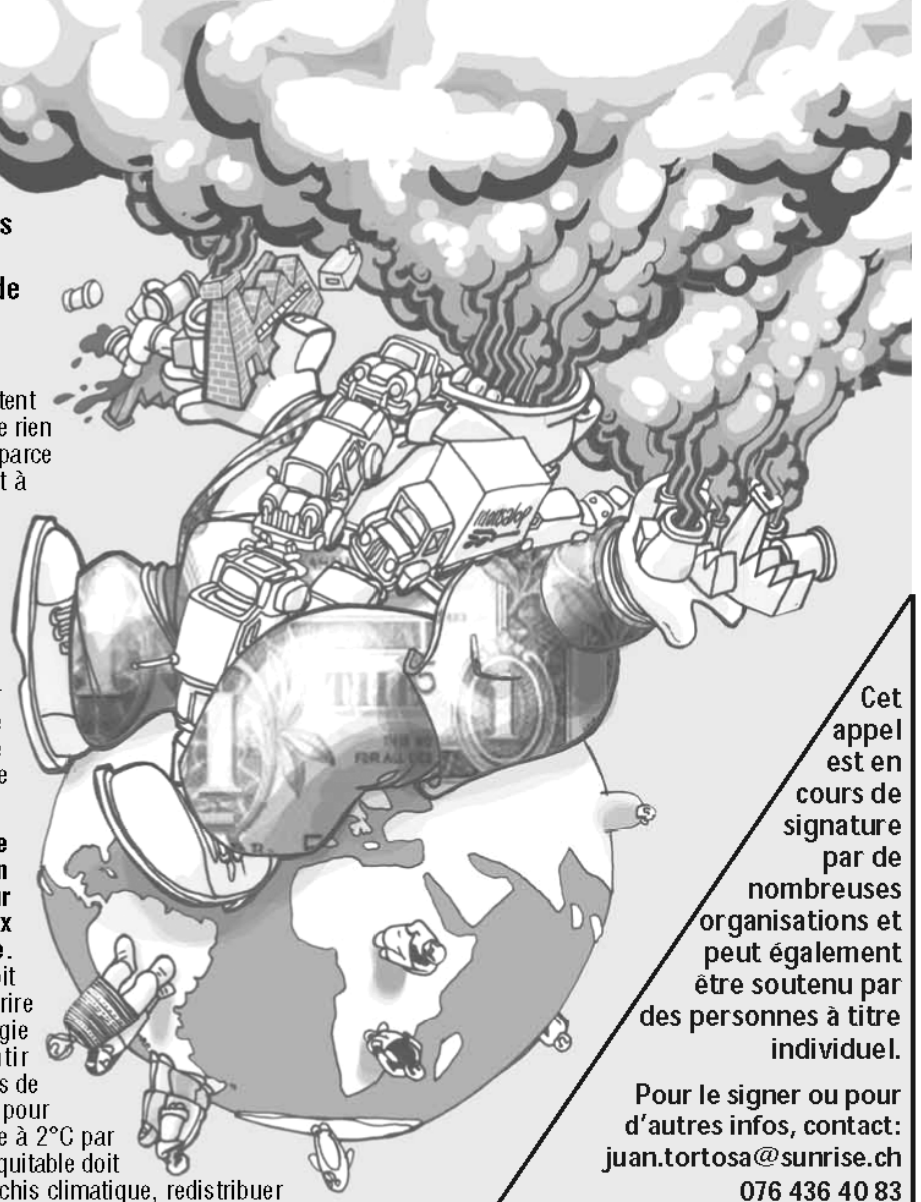
«Climat et justice sociale. Changer le monde pas le climat!» vise à rassembler dans la diversité le plus grand nombre possible de citoyen-ne-s décidés à agir pour sauver le climat selon les principes énoncés dans cet appel. Nous sommes conscients du fait que ceux-ci peuvent se concrétiser à travers un large éventail de mesures. Nous revendiquons cette diversité comme une force, et prendrons des initiatives pour que toutes les propositions se réclamant de nos principes fassent l'objet de débats ouverts, stimulants et inventifs.

LA MOBILISATION DES CITOYEN-NE-S ET DE LEURS ORGANISATIONS EST IMPÉRIEUSE !

C'est pourquoi nous appelons les associations de défense de l'environnement, les syndicats, les associations de solidarité internationale, les partis politiques et les personnes à titre individuel, à nourrir le débat public et à construire ensemble une campagne qui nous permette de nous mobiliser pour ces échéances cruciales, autour du 8 décembre 2008 (journée internationale de mobilisation contre le changement climatique) et en préparation du sommet de Copenhague fin 2009, date à laquelle aura une nouvelle réunion des Nations Unies sur le climat. ■

Cet appel est en cours de signature par de nombreuses organisations et peut également être soutenu par des personnes à titre individuel.

Pour le signer ou pour d'autres infos, contact:
juan.tortosa@sunrise.ch
 076 436 40 83



JOURNÉE MONDIALE D'ACTION: CONTRATOM DANS LA RUE À GENÈVE... POUR LE CLIMAT ET LA JUSTICE SOCIALE!

Nous étions dans la rue ce lundi 8 décembre à Genève, sous le mot d'ordre commun «Défendons le climat et la justice sociale». Ceci à l'appel d'un collectif appuyé par de multiples organisations genevoises partis, syndicats, associations... dont en bonne place ContrAtom. C'est même notre présidente Anne-Cécile qui a eu le «mot de la fin» en prenant la parole au terme de la manif pour un discours vibrant d'appel à la résistance et à la mobilisation citoyenne à venir.

Et en effet, ce rendez-vous n'était que le premier acte d'une campagne qui durera tout l'an prochain en préparation de la conférence à Copenhague fin 2009 lors de laquelle sera remise sur le tapis la question d'un accord climatique post-Kyoto. Or pour les antinucléaires, la question du climat est aujourd'hui essentielle. Ne serait-ce en effet que parce que c'est au nom d'une pseudo-défense de la planète contre l'effet de serre, qu'on cherche à relancer une «nouvelle» génération de chaudières à plutonium en Suisse comme ailleurs.

Face à ces fausses réponses nous nous devons – pour être crédibles – d'être au premier rang d'une lutte commune face aux catastrophes écologiques qui nous menacent et pour des réponses radicales et démocratiques qui bannissent aussi le péril nucléaire. Celles-ci sont impensables sans être aux côtés de la majorité des plus démunis au Nord comme au Sud, des premières victimes des catastrophes écologiques et économiques que produit le système actuel... C'était-là l'esprit de notre participation à cette manifestation...

Pierre VANEK

JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211
Genève 8

